

1982, chapitre 78

LOI MODIFIANT LA CHARTE DE LA VILLE DE VANIER

Projet de loi n° 212

présenté par M. Richard Guay

Première lecture le 25 mai 1982

Deuxième lecture le 22 juin 1982

Troisième lecture le 22 juin 1982

Sanctionné le 23 juin 1982

Entrée en vigueur: le 23 juin 1982

Loi modifiée:

Loi constituant en corporation la Ville de Vanier (1916, 1^{re} session, chapitre 61)





CHAPITRE 78

Loi modifiant la charte de la Ville de Vanier

[Sanctionnée le 23 juin 1982]

Pream-
bule.

ATTENDU que la Ville de Vanier a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 61 des lois de 1916 (1^{re} session), soit modifiée;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

L.R.Q.,
c. C-19,
a. 412,
mod. pour
la ville.

1. L'article 412 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la Ville de Vanier par le remplacement du paragraphe 17° par le suivant:

Garde d'a-
nimaux;

«17° Pour réglementer ou prohiber la garde des animaux ou de certaines catégories d'animaux et limiter le nombre de tels animaux qu'une personne peut garder dans un ou sur un immeuble; pour exiger du propriétaire ou gardien de tels animaux une licence; pour empêcher ces animaux d'errer dans la ville et en autoriser l'élimination d'une manière sommaire ou la mise à l'enclos public et la vente au profit de la ville ou de toute société ou personne que celle-ci peut désigner; pour obliger le propriétaire ou gardien de tels animaux à en enlever les excréments tant sur la propriété publique que privée et pour déterminer la façon d'en disposer; pour l'obliger à se munir en tout temps des instruments nécessaires à cette fin, pour permettre à la ville de conclure des ententes avec toute personne ou organisme autorisant telle personne ou organisme à percevoir le coût des licences d'animaux et à appliquer tout règlement municipal concernant ces derniers. À cette fin, les personnes ou organismes avec lesquels le conseil conclut une entente et leurs employés, le cas échéant, sont réputés être des fonctionnaires municipaux;».

L.R.Q.,
c. C-19,
a. 415,
mod. pour
la ville.

2. L'article 415 de cette loi est modifié pour la ville par l'insertion, après le paragraphe 6°, du suivant:

Stationnement;

«6.1° Pour réglementer ou prohiber le stationnement sur les terrains propriété de la ville ainsi que sur tout terrain ou dans tout bâtiment destinés au stationnement, après entente avec le propriétaire;».

L.R.Q.,
c. C-19,
a. 460,
mod. pour
la ville.
Jeux;

3. L'article 460 de cette loi est modifié pour la ville par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

«3° Pour permettre, moyennant un permis, réglementer ou prohiber, dans les limites de la municipalité, les jeux de boules, les jeux électroniques, les jeux de billard, poule, trou-madame, quilles, bagatelle, les salles de tir et les arcades de jeux;».

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.